

M. Armstrong: La raison pour laquelle je crois en la nécessité d'une convention internationale relative au sucre est que, fondamentalement, la capacité mondiale de production du sucre dépasse de beaucoup la demande. Le sucre est relativement facile à entreposer; on peut par conséquent en accumuler de grandes quantités, ce qui en avilit le prix.

Je crois qu'une convention internationale pour la stabilisation du marché du sucre est une bonne chose. Je crois que cela devrait être suffisant pour permettre à la plupart des pays producteurs de sucre des Caraïbes de se tirer d'affaire. Mais il existe probablement des pays producteurs qui ne devraient pas produire de sucre, ni fonder leur économie sur cette production, parce que les étendues en culture sont trop petites. Pour produire du sucre de façon rentable, il faut mettre en culture de grandes étendues. Avec seulement quelques acres, l'exploitation sera probablement inefficace et le coût sera élevé. Évidemment, dans ces cas, les gens devraient faire autre chose, s'en aller ailleurs ou se lancer dans une autre entreprise vu qu'il n'est pas économiquement sain de continuer à produire de façon non rentable. Donc, je ne crois pas qu'on doive, dans les petites îles des Caraïbes, soutenir l'industrie du sucre au point de détourner les gens d'autres activités économiques plus avantageuses.

Dans toute cette affaire des prix, on entend souvent les Latino-américains dire aux Américains: «Écoutez, vous savez qu'un supplément de trois cents par tasse de café réglerait tous nos problèmes.» Mais ce n'est pas si simple.

Il existe une convention relative au café, qui constitue un effort de stabilisation. Les gouvernements ont beaucoup travaillé à la stabilisation du marché, mais les pays de l'Amérique latine et de l'Afrique n'exercent aucun contrôle sur la production, et la situation dépend en grande partie du consommateur et de la demande globale.

Le café aussi est un produit qui se conserve assez bien. On peut l'entreposer et en arriver à un surapprovisionnement qui menace le marché. La convention relative au café est une oeuvre imparfaite. Elle aide la stabilité, mais elle n'équilibre pas vraiment l'offre et la demande.

Les États-Unis ne peuvent pas dire au Brésil: «Nous allons vous acheter votre café à un prix supérieur à celui du marché» parce que le gouvernement des États-Unis ne peut forcer ses citoyens, pour ainsi dire à le faire. La seule façon de contourner la difficulté serait que le gouvernement se constitue acheteur. Lorsque l'on sait que les États-Unis dépensent plus pour le café que pour tout autre article d'importation, on constate que l'achat par le gouvernement est un projet auquel il faut simplement ne pas songer.

Il ne faut pas oublier que ces pays dépendent de la vente de produits primaires. Les marchés oscillent, les conditions d'échange tendent à se retourner contre les pays moins développés et ainsi ils s'appauvrissent ou ne s'enrichissent pas assez vite. C'est

l'un des grands problèmes de la disparité entre les pays industrialisés et les pays moins développés que nous fait voir la région des Antilles. C'est vrai en Afrique, c'est vrai en Asie et c'est vrai dans toute l'Amérique latine.

Dans les Caraïbes, il semble qu'on doive pouvoir résoudre ce problème. Les pays sont petits, la population n'est pas très considérable et ils s'y trouvent à proximité de l'une des régions les plus riches du monde. D'une façon ou d'une autre, une partie suffisante de ces richesses devrait parvenir à la population de ces petites îles.

Le sénateur Thorvaldson: Puis-je faire observer au sénateur Carter que j'ai vécu dans l'Ouest du Canada entre 1930 et 1950 et que le problème du sucre ressemble assez aux problèmes qu'a posés le blé, et qui ont donné lieu à la convention relative au blé, négociée après bien des années de lutte et qui ne cause aucun ennui maintenant.

Le problème est identique à celui de l'Ouest du Canada, où nous avons de grosses récoltes de blé.

M. Armstrong: Cela me rappelle qu'à Washington, dans un service que je ne nommerai pas, on disait: «Nous avons une politique ferme, . . . aucune entente internationale sur les produits, nous y sommes absolument opposés en principe, . . . sauf pour le blé et le sucre.»

Le sénateur Carter: Je désire revenir à la question soulevée au début par le sénateur Thorvaldson, au sujet de la stabilité politique. Dans votre réponse, monsieur Armstrong, vous avez dit que c'était un peu comme un rapiéçage, que certains pays étaient stables, que d'autres ne l'étaient pas. Parmi les pays stables, vous avez mentionné Cuba. Pour ce qui est de l'avenir, peut-on vraiment s'attendre à beaucoup de stabilité dans les Caraïbes tant que Castro sera là et sera résolu à créer de l'instabilité? Je veux dire, cela fait partie de sa tâche.

M. Armstrong: Il est un facteur d'instabilité dans les autres pays bien qu'il maintienne un assez haut niveau de stabilité dans le sien. La question que vous posez est la suivante: après Castro, qu'arrivera-t-il à Cuba? Qui prendra la direction? La situation sera-t-elle la même ou sera-t-elle différente?

Les efforts de subversion des Cubains dans les autres pays des Caraïbes ou dans les pays de l'hémisphère n'ont pas eu beaucoup de succès. Presque tous les agents qu'ils ont placés au Venezuela, par exemple, ont été mis hors d'état de nuire d'une façon ou d'une autre. Leurs efforts en Bolivie étaient manifestement, quelle que soit la version qu'on lise du journal de Che Guevara, mal organisés et très inefficaces. Évidemment, on peut espérer qu'ils ne deviennent pas plus efficaces.